

Aux sources des programmes populistes

A la veille de la probable élection de Jair Bolsonaro au Brésil, trois chercheurs analysent les choix économiques des politiques de la droite dure

Amérique latine Va-et-vient idéologiques du libéralisme

Pour le chercheur Jean-Jacques Kourliandsky, l'extrême droite latino-américaine est le lieu de convergence de radicalités ultralibérales en économie et fondamentalistes en religion

Par JEAN-JACQUES KOURLIANDSKY

Les couples dictature-dirigisme économique et libéralismes économique et politique ont rarement fonctionné de pair en Amérique latine. Au moins depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Au gré de circonstances nationales et régionales, articulées sur les rapports de force globaux, le constat est celui de toutes sortes de possibles, croisant et mêlant les contraires.

Le 7 octobre, un candidat au programme radicalement à droite a pris le dessus au premier tour de l'élection présidentielle brésilienne. Jair Bolsonaro propose une interprétation de la démocratie qui marie libéralisme économique et autoritarisme prétorien. Par l'un, il entend la privatisation des entreprises d'Etat pour réduire la dette publique de 20 %, l'équilibre budgétaire dès la première année, une baisse d'impôts pour ceux « qui paient beaucoup », et donc la révision des dépenses sociales. Quant à l'autoritarisme prétorien, il repose sur un recours maximal à la violence de la puissance publique. Au nom de la légitime défense, le port d'armes sera généralisé.

Cette combinaison de libéralisme économique couplé à un discours auto-

**D'UNE DÉCENNIE
À L'AUTRE,
L'ÉQUATION N'EST
PAS NÉCESSAIRE
IDENTIQUE.
LES INGRÉDIENTS PARFOIS
SE CONTREDISENT**

ritaire et moralement traditionaliste est l'une des expressions possibles de la mixité idéologique qui a le plus souvent dominé l'espace sous-continent latino-américain. La recherche d'une troisième voie entre capitalisme et communisme est une autre constante.

La démocratie autoritaire, très souvent centrée sur le charisme d'un homme fort, allant de pair avec une économie de marché dirigée, a été une greffe dominante dans les années 1950. L'Argentine du général Juan Domingo Peron, le Brésil de Getulio Vargas, le Mexique des présidents du PNR-PRI, ont favorisé les théoriciens économiques privilégiant la construction d'un marché interne protégé, afin de doter leurs pays de secteurs à forte valeur ajoutée. Ils ont à cet effet puisé dans la boîte à idées de l'Italie mussolinienne puis dans celle des économistes de la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine, la Cepal, en particulier de l'Argentin Raul Prebisch et du Brésilien Celso Furtado.

Ces chefs providentiels ont maintenu en vigueur le cadre formel de la démocratie. Tout en développant des idéologies d'inspiration totalitaire. Ils en ont en effet détourné le sens et les équilibres de la démocratie libérale en cultivant un recours aux masses, à la valorisation d'un chef incarnant la nation.

HYBRIDE DICTATORIAL

Les régimes militaires des années 1964-1989 ont assis leur autorité, à la différence des chefs populistes et des dictateurs traditionnels antérieurs, sur des systèmes de pouvoir antisoviétiques, répondant à un choix géopolitique dit de « sécurité nationale », laissant ouvert le terrain de l'économie. La proximité des Etats-Unis, la dialectique de la guerre froide avaient favorisé l'émergence de régimes forts alignés sur Washington. Cette allégeance garantie, la Maison Blanche n'imposait pas l'adoption en économie du « consensus de Washington », catalogue de cuisine économique libéral ou néolibéral.

Les généraux argentins, chiliens, uruguayens ont, il est vrai, articulé leur monopole de la représentation politique sur des principes radicalement libéraux, réduisant le rôle de l'Etat dans la conduite de l'économie. Le cas le plus emblématique aura été celui du Chili du général Pinochet. Les élèves chiliens de Milton Friedman, issus de l'Université catholique de Santiago, ont fait admettre peu après le

coup d'Etat de 1973 leur nécessité en économie. Le Chili en quelques années est devenu un laboratoire modèle, combinant dictature militaire et libéralisme radical.

Cela n'a pas été la voie suivie par les militaires brésiliens. Ils ont été aussi anticommunistes que leurs voisins, mais ils ont perpétué les valeurs professées par la Cepal. Fermant les frontières à la concurrence afin de doter le pays d'une industrie aéronautique performante, d'un plan calcul, d'une source énergétique autochtone, le carburant éthanol. Les théoriciens et géopoliticiens de l'Ecole de guerre brésilienne ont créé un hybride dictatorial interprétant la doctrine de sécurité nationale. Monopole du pouvoir en politique au nom de l'anticommunisme, dirigisme économique, inspiré de la France gaullienne, afin de doter le pays de capacités de défense autonomes.

Les démocraties rétablies, le libéralisme politique ne s'est pas nécessairement accompagné de libéralisme dans l'économie. Bien que le cas argentin soit de ce point de vue exemplaire. Le « justicialiste péroniste » Carlos Saul Menem a rompu avec le modèle d'Etat interventionniste de sa famille politique. Le président argentin a choisi la voie de

l'ouverture économique, des privatisations, perpétuant ainsi la politique économique de ses prédécesseurs militaires. Cette voie économique libérale a été également celle qui a été suivie au Brésil. Mais, à la différence de l'Argentine, ce choix rompait avec la politique nationaliste et dirigiste de la dictature militaire.

ÉVANGILE DE L'INTOLÉRANCE

Il reste enfin à prendre la mesure du facteur religieux dans la montée en puissance de gouvernements dictatoriaux comme ultralibéraux. Si les courants catholiques traditionalistes, comme au Brésil Tradition, famille et propriété, et la secte Moon à partir de l'Uruguay, n'ont pas réussi à s'imposer, en revanche, les adeptes évangélistes pentecôtistes de la théologie de la prospérité ont aujourd'hui une présence de plus en plus visible. Pratiquant un évangile de l'intolérance à l'égard des autres confessions, ils proposent une compré-

hension du monde fondée sur la responsabilité individuelle de chacun.

Responsables uniques de leur maladie comme de leur pauvreté, les croyants doivent s'en remettre directement à Dieu et à l'intercession de dons à leurs pasteurs. Ces mouvements, par carence de l'Etat et des partis politiques, offrent souvent seuls des lieux de sociabilité à une population en difficulté. Ils ont au fil des ans acquis, grâce

aux apports matériels de leurs fidèles, un espace religieux important, parfois dominant comme au Guatemala et au Brésil dans l'Etat de Rio de Janeiro.

Maire de Rio de Janeiro depuis 2017, Marcelo Crivella est évêque de l'Eglise universelle du royaume de Dieu. Le chef de cette Eglise, Edir Macedo, a appelé à voter Jair Bolsonaro. Le constat est aujourd'hui extensible à toute l'Amérique latine.

L'extrême droite latino-américaine est le lieu de convergence de radicalités ultralibérales en économie, fondamentalistes en religion, sous la conduite d'hommes forts, le plus souvent en uniforme. L'équation n'est pas nécessairement identique d'une décennie à l'autre. Les ingrédients parfois se

contredisent et glissent en terrain idéologique contraire. Les composantes d'aujourd'hui rassemblent élites économiques, financières et chefs religieux évangélistes pentecôtistes, sous le regard plus discret qu'en d'autres temps, mais effectif, d'autorités militaires. ■

J

Jean-Jacques Kourliandsky

est chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques, directeur de l'Observatoire de l'Amérique latine de la Fondation Jean-Jaurès

Etats-Unis Le socle doctrinal composite du conservatisme

Entre la défense du travailleur blanc et la théorie de l'offre, l'idéologie de la droite américaine fait le grand écart. Mais cette tension entre « Main Street » et Wall Street est historique, rappelle l'historien Jean-Christian Vinel

Par JEAN-CHRISTIAN VINEL

Depuis l'élection de Donald Trump, fin 2016, nombreux sont les observateurs à s'étonner que sa rupture avec le libre-échange n'ait pas eu davantage de conséquences dans ses relations avec le Parti républicain et son électorat. La contradiction est grande quand on sait l'influence des thèses néolibérales au sein du parti de l'éléphant, qui a soutenu la ratification de l'Aléna, en 1992 et, plus récemment, inscrit le TPP (Accord de partenariat transpacifique) dans son programme. Mais elle est plus grande encore si l'on garde à l'esprit que l'économie américaine est

aujourd'hui dominée par des géants de la distribution comme Walmart, qui dépendent d'un flux ininterrompu d'importations en provenance de la Chine. Reste que c'est sans doute une erreur que de poser le problème en termes purement idéologiques. Si la défense du libéralisme économique constitue bien une brique essentielle du « conservatisme » prôné par le Parti républicain, elle s'est toujours accompagnée de nombreuses contradictions, liées à la fois au système bipartite et à la nécessité de s'adresser aux classes populaires.

« Paix, prospérité et protectionnisme. » Le slogan de campagne de William McKinley lors de l'élection présidentielle de 1896, qu'il remporta facilement, rappelle qu'à la fin du XIX^e siècle, la politique prônée par le Parti républicain ne se résumait pas au darwinisme social et au soutien apporté aux grands conglomérats dont Wall Street permettait l'essor, tandis que l'armée réprimait brutalement les grèves. Une tendance se dessine alors : dans un pays où l'on rejette l'existence même de classes sociales, c'est au travers du protectionnisme et de la réglementation croissante de l'immigration que l'on débat des conséquences sociales de l'industrialisation. En défendant les tarifs douaniers nécessaires à la protection de « l'ouvrier américain », le Parti républicain démontrait alors son ancrage électoral chez les ouvriers et les artisans du Nord-Est.

La tension entre « Main Street » et Wall Street n'est donc pas nouvelle au sein du Parti républicain, et il faut prendre la mesure des reconfigurations qu'elle a subies tout au long du XX^e siècle. Avec le New Deal, le protectionnisme perd son actualité. Les démocrates s'affirment comme les garants de la sécurité économique des classes populaires. Les républicains voient leur ancrage dans la classe ouvrière blanche ébranlé, mais ils restent divisés.

RHÉTORIQUE POPULISTE

Soucieux de ne pas remettre en cause les programmes sociaux du New Deal – lesquels profitent notamment aux ouvriers, qui n'ont pas tous basculé dans le camp démocrate –, les partisans d'une ligne modérée s'opposent aux pressions exercées par les élus les plus proches des élites économiques, qui s'engagent, au contraire, dans un long combat contre le keynésianisme et la négociation collective. Le financement de la Société du Mont-Pèlerin à partir de 1947 et la création de nombreux think tanks, comme la Heritage Foundation, en 1973, seront les exemples les plus frappants de ce long travail visant à faire du Parti républicain l'habitat naturel des partisans de la libre entreprise.

Néanmoins, ni le succès croissant de la théorie de l'offre, promue dans les pages du *Wall Street Journal* à partir du milieu des années 1970, ni les révoltes fiscales, qui lui confèrent au même moment une assise sociale dans les banlieues, ne permettent de réunir la majorité conservatrice que les militants appellent de leurs vœux. Il faudra l'apport de la droite chrétienne. Mais, dès 1977, Ronald Reagan explique que le Parti républicain se doit également de dépasser les clivages sociaux et de s'adresser à l'Amérique populaire : « Le nouveau Parti républicain que j'envisage ne sera pas, et ne peut pas être, un parti limité aux grands hommes d'affaires et aux country clubs, image que ce parti traîne aujourd'hui comme un fardeau, déclarait-il. Le parti que j'envisage devra faire une place aux hommes et aux femmes à l'usine, aux fer-

miers, aux policiers en patrouille. »

De fait, l'image de Reagan et Margaret Thatcher travaillant main dans la main à une révolution néolibérale est à la fois juste et trompeuse. Si les mesures économiques mises en œuvre par les républicains à partir de 1980 reflètent à n'en point douter l'influence et

la mobilisation des élites économiques, le conservatisme américain ne repose pas pour autant sur un socle idéologique homogène. Il agrège des luttes sociales allant de la défense des valeurs religieuses et de la famille patriarcale à la critique des politiques d'intégration raciale à l'école ou dans l'habitat. Son ciment est une rhétorique populiste qui oppose les élites démocrates à un peuple vertueux : en effet, pour Reagan, comme pour Nixon avant lui, le Parti républicain renouera avec le succès s'il martèle que le travail et la prospérité d'une majorité d'Américains sont menacés par des programmes d'ingénierie sociale destinés à des catégories ne méritant pas l'assistance de l'Etat, notamment les pauvres et les Noirs.

PERSISTANCE DE L'ILLIBÉRALISME

Comprendre l'histoire politique du néolibéralisme aux Etats-Unis, c'est donc bien voir qu'avec l'*Homo economicus*, ce sont donc aussi « l'homme oublié », le « petit contribuable » ou encore « la majorité silencieuse » qui ont fait leur entrée, en 1980, à la Maison Blanche : une classe sociale diffuse, composée d'ouvriers, d'artisans ou de petits entrepreneurs de race blanche, auxquels les conservateurs associent éthique du travail, patriotisme et religiosité.

Cette rhétorique populiste ne génère ni l'intensification des luttes antisyndicales, ni la remise en cause de l'intervention de l'Etat dans de nombreux domaines, notamment l'environnement, où les entreprises américaines sont soumises à une réglementation fédérale. Néanmoins, la tension entre « Main Street » et Wall Street, dont cette rhétorique est née, explique les reculs successifs des présidents républicains, de Reagan à Bush, sur le programme Medicare, la suppression du salaire minimum et la réglementation du travail. C'est sans doute la question de la privatisation des retraites qui illustre le mieux cette limite : envisagée d'abord par Reagan, puis portée sous le regard bienveillant de George Bush par le think tank libertarien

Cato Institute et le «Chicago Boy» José Piñera, celle-ci se heurtera à la résistance des élus républicains, conscients que cette privatisation va à l'encontre d'un idéal de sécurité économique toujours fortement partagé, y compris au sein d'une partie de l'électorat républicain.

La trajectoire de Donald Trump montre que le Parti républicain a toujours été sous la menace d'un candidat reprenant l'héritage populiste de la droite américaine – comme le milliardaire Ross Perot en 1992 – pour dénoncer l'inanité du libre-échange, que prônent les élites des deux principaux partis, quitte à reconnaître la proximité de

ses vues sur le commerce international avec celles de Bernie Sanders et d'une partie de la gauche américaine.

Reste que son protectionnisme relève autant de la continuité que de la rupture, car il s'accompagne d'une rhétorique raciale et xénophobe d'une grande brutalité. A un moment où les inégalités ont retrouvé le niveau atteint à la fin du XIX^e siècle, et alors que les signes alarmants se multiplient sur la crise sociale traversée par les populations blanches qui forment le socle de l'électorat républicain, il démontre la persistance de l'illibéralisme avec lequel la droite américaine a construit sa fortune de-

puis les années 1950. Et les dangers qui vont avec pour la démocratie. ■



Jean-Christian Vinet est maître de conférences en histoire à l'université Paris-Diderot. Membre du Laboratoire d'analyse et de recherche sur les cultures anglophones (Larca), il est l'auteur de «Conservatismes en mouvement. Une approche transnationale au XX^e siècle» (Editions de l'EHESS, 2016)

Europe centrale Le contre-choc des souverainismes

Selon le sociologue Wojtek Kalinowski, les partis au pouvoir en Pologne et en Hongrie ont bâti leur succès électoral sur les incontestables échecs des transformations économiques et sociales menées par les élites du postcommunisme

Par WOJTEK KALINOWSKI

Ce n'est certes pas ainsi que nous avlons imaginé la réunification de la «vieille» et de la «nouvelle» Europe il y a vingt ans. Accusations réciproques de manquer de solidarité, ouverture de procédures européennes contre la Pologne et la Hongrie, affrontement lors de la crise migratoire... Première bénéficiaire des fonds de cohésion de l'Union européenne, l'Europe centrale atteste pourtant de la montée en puissance des partis souverainistes, qui viennent renforcer sinon le camp eurosceptique, du moins la défense de «l'Europe des nations» contre «Bruxelles».

Comment expliquer ce brusque changement de climat politique, et la popularité de leaders comme Jaroslaw Kaczynski en Pologne ou Viktor Orban en Hongrie? Les politiques qu'ils mènent dans leurs pays respectifs sont à maints égards différentes: en Pologne, nouvelles allocations familiales, suppression des contrats de travail précaires et abaissement de l'âge du départ à la retraite; en Hongrie, suppression de l'impôt progressif, réduction des prestations sociales et mise en place de travaux publics. Le point commun est ailleurs: tous les deux ont bâti leur succès sur la critique du «post-communisme», c'est-à-dire celle des élites formées après la chute du Mur et de la manière dont ces dernières avaient mené les transformations économiques et sociales.

Cette nouvelle étape dans l'histoire de l'Europe postcommuniste se nourrit ainsi des erreurs de l'étape précédente. Une fois que les pays d'Europe centrale et orientale ont pu se détacher de la zone d'influence russe, ils ont aussitôt retrouvé leur place et leurs dilemmes d'antan, ceux des «marchés» d'une Europe occidentale plus puissante et plus développée, et les mêmes as-

**UNE FOIS DÉTACHÉS
DE LA ZONE D'INFLUENCE
RUSSE, LES PAYS D'EUROPE
CENTRALE ONT RETROUVÉ
LEURS DILEMMES D'ANTAN,
CEUX DES «MARCHÉS»
D'UNE EUROPE OCCIDENTALE
PLUS PUISSANTE**

pirations de rattraper un «retard» bien antérieur à la période communiste.

Or, la voie du rattrapage proposée dans les années 1990 et 2000 fut un libéralisme de périphérie dont le souverainisme actuel est le contre-choc. Un libéralisme insuffisamment soucieux de l'État de droit et du bon fonctionnement des marchés, de la lutte contre la corruption ou de l'égalité des chances, en un mot négligeant les institutions et incapable de formuler une stratégie de développement à long terme. Car, de toute façon, le développement viendrait avec les investissements étrangers.

Les salaires polonais ont bel et bien rattrapé, voire dépassé, les niveaux de l'Europe occidentale – mais seulement pour les cadres dirigeants des grandes entreprises internationales. Pour tous les autres, les écarts restent vastes et ne se resserrent que très lentement. Plus on descend sur l'échelle des revenus, plus ces écarts s'accroissent – de quoi fonder une critique sociale que les élites fraîchement constituées ont délaissée.

LIENS DE DÉPENDANCE

L'émigration massive vers l'Europe de l'Ouest est un autre signe rappelant le besoin de renouveler un modèle de développement fondé sur l'intégration dans l'espace économique européen. Celle-ci fut organisée dans le cadre d'une division du travail qui a confié à la région les tâches inférieures, emplois qualifiés et centres de recherche et développement demeurant dans la «vieille» Europe. Ce n'est donc pas un hasard si les gouvernements successifs ont misé sur les bas salaires, sur les privatisations et sur la concurrence fiscale. L'influx des investissements a créé des millions d'emplois et modernisé le tissu productif, mais il a en même temps tissé des liens de dépendance économique qui sont devenus des facteurs de blocage pour la suite.

Sur tous ces plans, les dirigeants politiques chargés de la première phase de la transition ont failli avant d'être battus dans les urnes. Et comme l'Europe postcommuniste n'a jamais vu émerger des partis de gauche autres que les anciens partis communistes, reconvertis en «sociaux-démocrates», mais dépourvus de colonne vertébrale idéologique, la critique sociale et les politiques économiques «non orthodoxes» ont émergé ailleurs, se mêlant au renouveau national, aux valeurs chrétiennes et à bien d'autres thèmes du conservatisme social qui continue d'imprégner cette région de l'Europe.

La consolidation du pouvoir et le changement des élites sont bien plus avancés en Hongrie, où, dès 2010, le mode de scrutin majoritaire a donné à Viktor Orban une majorité qualifiée et la possibilité de changer la Constitution. Les contre-pouvoirs y sont faibles, l'opposition divisée, et les coutumes démocratiques encore plus dégradées qu'à l'époque du socialiste Ferenc Gyurcsany [premier ministre de 2004 à 2009], connu pour son fameux: «Nous mentionnons aux électeurs matin et soir.»

En Pologne, le mode de scrutin proportionnel fait que l'opposition garde toutes ses chances de revenir au pouvoir plus rapidement, à condition de proposer un programme alternatif à celui du parti Droit et justice, et qui tienne compte des aspirations sociales de la population. Jusqu'ici, elle a tout misé sur l'argument de la démocratie menacée, en s'appuyant sur les médias étrangers, mais de façon tellement excessive que le résultat est contraire à l'effet recherché. Car les électeurs polonais savent ce que les observateurs extérieurs semblent ignorer, à savoir que la pratique démocratique réelle a été défaillante chez tous les prédécesseurs de Droit et justice, et que le principe selon lequel «le gagnant prend tout» poursuit les démocraties postcommunistes dès leur naissance, chaque nouveau gouvernement passant une loi sur les médias pour mieux les contrôler.

Pendant les huit années de règne de la Plate-forme civique de Donald Tusk (2007-2015), le pluralisme avait ainsi disparu entièrement des médias, à coups de licenciement de journalistes. La même continuité de mauvaises pratiques peut être observée dans la gestion des entreprises publiques et de la haute administration. Sur le terrain de la justice, le conflit autour du Tribunal constitutionnel avait commencé dès l'été 2015; ayant déjà perdu les présidentielles et voyant la défaite arriver aux législatives, la Plate-forme civique avait décidé d'élire rapidement cinq nouveaux juges, y compris pour des places qui ne deviendraient vacantes qu'après les élections. Ce fut le début d'un conflit qui dure toujours et qui détruit l'institution judiciaire polonaise.

Il y a donc bien des raisons pour lesquelles les critiques des violations de l'État de droit semblent inefficaces. La limite des nouveaux souverainistes est ailleurs, dans les aspirations sociales des électeurs, car sans concours de leurs partenaires européens, la Pologne et la Hongrie ne sauront trouver la voie du «rattrapage» dont leurs responsables politiques parlent tant. Les déséquilibres entre le «centre» et les «périphéries» de l'Europe sont bien réels et menacent le projet européen, mais la réponse ne pourra être que commune, sous forme d'une politique d'investissement de l'ampleur d'un New Deal, axée sur la transition énergétique et écologique, et intégrant le continent par les infrastructures – en espérant que les cultures politiques suivront. ■



Wojtek Kalinowski, sociologue et journaliste, est codirecteur de l'Institut Veblen